



Rapport Financier Semestriel
30 juin 2019

SOMMAIRE

I. Attestation du responsable.....	3
II. Rapport semestriel d'activité.....	4
1. Evénements importants survenus au premier semestre 2019	
2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2019	
Annexe 1 : Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés	
III. Comptes consolidés semestriels au 30 juin 2019.....	15
- Comptes de résultat consolidés aux 30 juin 2019, 30 juin 2018 et 31 décembre 2018	
- Situations financières consolidées aux 30 juin 2019 et 31 décembre 2018	
- Etats du résultat global aux 30 juin 2019, 30 juin 2018 et 31 décembre 2018	
- Variations des capitaux propres aux 30 juin 2019, 31 décembre 2018 et 30 juin 2018	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2019, 31 décembre 2018 et 30 juin 2018	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	

StreamWIDE
Société anonyme au capital de 291.749,90 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

(La "Société")

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés du premier semestre 2019 figurant au chapitre III du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe StreamWIDE, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre II du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour le premier semestre de l'exercice 2019.

Fait à Paris, le 30 octobre 2019

Pascal BEGLIN
Président Directeur Général

StreamWIDE
Société anonyme au capital de 291.749,90 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE
30 JUIN 2019

Lors de sa réunion en date du 16 septembre 2019, le conseil d'administration a examiné les comptes consolidés intermédiaires du Groupe StreamWIDE ("le Groupe"), pour la période de 6 mois close le 30 juin 2019. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en IFRS, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

1. Evénements importants survenus au premier semestre 2019

1.1 Evénements importants survenus au sein du Groupe

Augmentation significative des revenus semestriels 2019

Le premier semestre de l'exercice 2019 est marqué par une forte croissance des revenus et plus spécifiquement de ceux issus des nouvelles solutions **Team On Mission** et **Team On The Run**. Ces derniers représentent pour la première fois près de 50% de l'ensemble des revenus semestriels du Groupe.

Progression des résultats semestriels 2019

L'augmentation des revenus constatée au premier semestre 2019 (+2,5 M€) impacte directement le résultat opérationnel courant avant amortissements qui progresse quant à lui de +2,3 M€. Retraité de l'impact IFRS 16 de période (charge locative en diminution de 0,3 M€ et amortissements en hausse de 0,3 M€), le résultat avant amortissements ressort à 2,2 M€, soit une progression de près de +2 M€ par rapport au premier semestre 2018, représentant 82% de la hausse des revenus constatée au 30 juin 2019.

Embauches soutenues et nouveaux locaux

Au cours du premier semestre 2019, le Groupe a développé ses ressources tout en maîtrisant sa structure de coûts. De nombreuses embauches ont été effectuées pour renforcer les équipes en Roumanie, en Tunisie et également en France. Cette évolution des effectifs s'est accompagnée de déménagements dans de nouveaux locaux en Roumanie et en Tunisie, et d'un agrandissement en France. Cette dynamique sera poursuivie au second semestre afin de permettre au Groupe de soutenir et d'accompagner la croissance.

Application d'IFRS 16 "Contrats de location" au 1^{er} janvier 2019

En tant que locataire preneur, le Groupe reconnaît à l'actif un "droit d'usage", représentant son droit à utiliser l'actif pendant la durée du contrat, et au passif une dette locative représentative de son obligation de paiement des loyers (part fixe).

Au compte de résultat, une charge d'amortissement du droit d'usage à l'actif et la charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers. Enfin, la présentation du tableau de flux de trésorerie est également impactée avec une amélioration des flux de trésorerie liés à l'activité, au détriment des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Les impacts chiffrés de cette adoption au 1^{er} janvier 2019 sont détaillés dans les différentes notes annexes concernées.

Réduction de capital par annulation d'actions auto détenues

Le conseil d'administration du 22 mars 2019 a décidé, sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire du 22 juin 2018, de réduire le capital social de la Société d'un montant nominal de 11.252,40 euros par voie d'annulation de 112.524 actions auto-détenues, soit 3,71% du capital social. Le capital de la Société s'élève donc désormais à 291.749,90 euros divisé en 2.917.499 actions d'une valeur nominale de 0,1 euro chacune.

1.2 Evolution de l'activité du Groupe au premier semestre 2019

Evolution des revenus

La croissance importante des revenus semestriels s'explique essentiellement par les livraisons successives et le déploiement continu du projet PCSTORM avec le Ministère de l'Intérieur français et par les travaux effectués avec le partenaire technologique européen, suite à l'accord signé fin 2018.

Ainsi, sous les effets indiqués ci-dessus, les ventes de licences progressent de 1,1 M€ sur la période et ressortent à 2,1 M€ au 30 juin 2019. Celles issues de l'activité historique restent cependant stables à environ 0,6 M€ au premier semestre. Les prestations de service progressent quant à elles de 1,3 M€ pour s'établir à 1,4 M€ au 30 juin 2019, et bénéficient d'un effet de base très favorable suite aux revenus peu significatifs enregistrés au premier semestre 2018. Enfin, les flux de maintenance, encore composés très majoritairement de ceux de l'activité historique (98%), ressortent à 1,6 M€ au premier semestre de l'exercice et restent quasi stables par rapport aux semestres précédents. A terme, leur croissance est assurée par les revenus de licences nouvellement enregistrés.

L'activité du Groupe au premier semestre 2019 est satisfaisante et lui permet donc d'enregistrer des revenus en progression notable par rapport au premier semestre 2018. L'activité historique du Groupe reste stable, mais diminue en valeur relative, car la croissance est maintenant issue majoritairement des nouvelles activités et solutions développées et commercialisées par le Groupe.

Evolution des commandes

De nombreux projets avec des acteurs français reconnus (intégrateurs, distributeurs, opérateurs) sont en cours ou à l'étude et devraient probablement se concrétiser dans les prochains mois. Cette dynamique commerciale est prometteuse et les marchés adressés offrent de réels relais de croissance, avec de nouveaux revenus solides s'inscrivant dans la durée. Ces marchés sont le plus souvent gouvernementaux ou liés à des organismes d'importance vitale (OIV) et les investissements technologiques réalisés (réseaux de communication dédiés et services applicatifs associés) le sont dans une optique moyen-long terme.

Evolution des résultats

Les coûts opérationnels sont de 2,9 M€ au premier semestre 2019 contre 2,5 M€ au premier semestre 2018. Cette augmentation provient essentiellement de celle des charges externes (+0,3 M€ sous l'effet notamment des maintenances tierces, des frais de recrutement et des études marketing menées au premier semestre 2019) ainsi que de celle de la masse salariale "nette" (+0,1 M€), après retraitement des frais de développement activés au 30 juin 2019. Avant activation des frais de personnel liés aux développements produits, la masse salariale semestrielle (3,3 M€) est en hausse de +0,3 M€, suite à une progression des effectifs de 26 personnes au 30 juin 2019 (147 personnes) par rapport au 30 juin 2018 (121 personnes) et de 20 personnes par rapport à fin 2018 (127 personnes).

L'impact net de l'activation des frais de développement est de 0,8 M€ et augmente de 0,2 M€ au premier semestre 2019 : le montant brut activé au 30 juin 2019 est de 1,6 M€ contre 1,4 M€ au premier semestre 2018, alors que les amortissements et les reprises de Crédit d'Impôt Recherche restent stables respectivement à -1,1 M€ et +0,3 M€. L'augmentation des frais de développement activés provient essentiellement de celle des volumes d'heures imputées (hausse des effectifs en Roumanie et en Tunisie). Le coût horaire moyen de développement reste stable sur la période.

Après prise en compte d'un résultat financier négatif suite à des effets de change défavorables au premier semestre 2019 (parité €/USD) et d'un résultat fiscal non significatif, le résultat net ressort positif à 1 M€, en augmentation de +1,9 M€ par rapport au premier semestre 2018.

2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2019

2.1 Présentation des comptes consolidés

Le périmètre de consolidation du Groupe au 30 juin 2019 se compose de la Société, de sa filiale française StreamWIDE France SAS et des 5 autres filiales étrangères suivantes :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100% ;
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

L'activité du Groupe au premier semestre 2019 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) de 5,1 M€, en forte augmentation de 93%, un résultat opérationnel courant positif (+1 M€) en progression de +2,1 M€ et un résultat net bénéficiaire de +1 M€, après prise en compte des impacts financiers et fiscaux neutres au 30 juin 2019.

Les principales données consolidées au titre du premier semestre 2019 sont les suivantes :

en K€	HY 2019	%CA	HY 2018	%CA	FY 2018	Variation (K€)
Chiffre d'Affaires Licences	2 058	40%	1 000	38%	2 169	1 058
Chiffre d'Affaires Maintenance	1 638	32%	1 560	59%	3 439	78
Chiffre d'Affaires Services	1 398	27%	97	3%	1 051	1 301
Chiffre d'Affaires Ventes tierces	43	1%	-		105	43
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	5 136		2 657		6 764	2 479
Achats et variation de stocks	-21		-		-	-21
Charges externes	-1 153	22%	-1 127	42%	-2 569	-26
Charges de personnel	-1 746	34%	-1 646	62%	-3 228	-100
Autres charges et produits	-1 241	24%	-963	36%	-1 964	-278
ROC avant amortissements (*)	2 498		182		1 492	2 316
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (*)	976		-1 080		-996	2 056
Autres Charges opérationnelles	10		1		-3	9
Charges / Produits financiers	-11		98		97	-109
Charges / Produits d'impôts	-6		83		-73	-89
RESULTAT NET	969		-898		-975	1 867

Le résultat opérationnel courant ressort bénéficiaire à +1 M€ au titre du premier semestre 2019. Il s'établissait à -1,1 M€ au 30 juin 2018. Retraité de l'impact des amortissements de période (1,5 M€ contre 1,3 M€ au 30 juin 2018, dont respectivement 1,1 M€ et 1,1 M€ au titre des amortissements pratiqués sur les frais de développement), il est positif à 2,5 M€ contre 0,2 M€ au premier semestre de l'exercice précédent.

L'analyse du chiffre d'affaires et de son évolution, ainsi que celle des résultats, ont été présentées ci-dessus dans les événements significatifs de la période (note 1.1) et dans l'évolution de l'activité (note 1.2).

Les autres éléments significatifs que l'on peut noter, concernant les résultats semestriels 2019, sont les suivants :

- *Les autres charges et produits* regroupent les amortissements pratiqués sur les différents logiciels développés; ainsi que les reprises du crédit d'impôt recherche, constatées au même rythme que les amortissements comptabilisés (confer règles et méthodes comptables).

Les amortissements des frais de développement restent stables sur la période, suite à une revue fin 2017 des durées et valeurs d'utilité des différents produits développés, ainsi que les reprises de Crédit d'Impôt Recherche corrélatives (0,3 M€). L'impact net de ces éléments (hors imposition différée) est le suivant :

- Premier semestre 2018 : activation de 1,4 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 1,1 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,3 M€, soit un impact net en résultat opérationnel de 0,6 M€.
- Premier semestre 2019 : activation de 1,6 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 1,1 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,3 M€, soit un impact net en résultat opérationnel de 0,8 M€, en augmentation de 0,2 M€ par rapport au 30 juin 2018.

- *L'impact des produits / charges financiers* est peu significatif et en diminution de (0,1) M€ par rapport au 30 juin 2018, suite à des effets de change €/USD moins favorables en 2019 qu'en 2018.
- *La charge nette d'impôts* est quasi nulle au 30 juin 2019 alors qu'un produit de 0,1 M€ avait été constaté au 30 juin 2018. A noter que depuis 2017, aucun actif d'impôt différé n'est reconnu sur les reports déficitaires du Groupe, au-delà des passifs d'impôts différés créés par l'activation nette des frais de développement. Le détail et les évolutions entre les différents périodes présentées sont les suivants :

en M€	HY 2019	HY 2018	FY 2018	Variation
Impôts différés sur activation R&D	-0,1	0,1	-0,1	-0,2
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	0,1	0,2	0,0	-0,1
<i>dont filiales françaises</i>	0,1	0,1	-	-
<i>dont filiales étrangères</i>	-	0,1	-	-0,1
Impôts courants	-	-	-	0,1
Total Charges (-) / Produits (+) d'impôts	0,0	0,1	-0,1	-0,1

- Les impôts courants sont principalement composés de retenues à la source, conservées en charges de période car aucun décaissement d'impôt permettant de les imputer n'a été effectué au titre du premier semestre 2019 ;
- Les impôts différés passifs lié à l'activation des frais de développement font l'objet d'une activation nette supplémentaire de 0,3 M€, du fait de l'augmentation, au titre du premier semestre 2019, des montants activés ;
- Les impôts différés actifs sur reports déficitaires n'évoluent pas en 2019 : aucun actif d'impôts différés n'a été comptabilisé au 30 juin 2019 sur les reports déficitaires de période.

Pour mémoire, la situation fiscale différée de la société mère (StreamWIDE SA) et du Groupe est une situation "nette" équilibrée entre impôts différés actifs et passifs. La filiale française, StreamWIDE France est intégrée fiscalement depuis le 1^{er} janvier 2012.

Au total, le résultat opérationnel courant enregistre donc une nette amélioration (+2,1 M€) pour s'établir à +1 M€. Après prise en compte des résultats financiers et fiscaux non significatifs, le résultat net semestriel 2019 est un bénéfice de +1 M€, en augmentation de 1,9 M€ par rapport à celui du premier semestre 2018, sous l'effet d'une progression importante des revenus et d'un contrôle efficace des charges opérationnelles.

La situation financière au 30 juin 2019 est la suivante :

(En K€)	30-juin-19	31-déc.-18	30-juin-19	31-déc.-18	
Immobilisations incorporelles	7 631	7 129	292	303	Capital social
Immobilisations corporelles	1 084	254	9 989	11 526	Primes et réserves
Autres actifs financiers	465	358	-57	-644	Titres auto détenus
Actifs d'impôts différés	130	123	969	-975	Résultat Part du Groupe
ACTIFS NON COURANTS	9 310	7 864	11 193	10 210	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Stocks	-	-	780	955	Passifs financiers
Créances clients	5 800	6 105	352	-	Passifs locatifs
Autres débiteurs	899	792	240	212	Provisions à long terme
Actifs fiscaux	1 189	1 406	1 266	1 207	Produits fiscaux différés
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4 235	2 664	-	-	Passifs d'impôts différés
			2 638	2 374	PASSIFS NON COURANTS
			366	367	Passifs financiers
			380	-	Passifs locatifs
			9	6	Provisions à court terme
			477	550	Fournisseurs et autres créditeurs
			1 807	1 725	Dettes fiscales et sociales
			633	603	Produits fiscaux différés
			3 930	2 996	Produits constatés d'avance
ACTIFS COURANTS	12 123	10 966	7 602	6 247	PASSIFS COURANTS
TOTAL ACTIFS	21 433	18 831	21 433	18 831	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

Le total de la situation financière au 30 juin 2019 est de 21,4 M€. La hausse de 2,6 M€ par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 1,6 M€ en valeur brute et 1,1 M€ d'amortissements, soit une augmentation de 0,5 M€ en valeur nette. Le montant immobilisé au titre des frais de développement augmente donc par rapport au 31 décembre 2018 et ressort à 7,4 M€ en valeur nette cumulée au 30 juin 2019 contre 6,9 M€ fin 2018 ;
- *Immobilisations corporelles* : au 1^{er} janvier 2019, le Groupe applique IFRS 16 "Contrats de location". Un des impacts de cette norme est de comptabiliser un "droit d'usage" relatif aux différents contrats locatifs (essentiellement des baux locatifs au sein du Groupe). Ainsi, un montant net de 726 K€ a été comptabilisé au 30 juin 2019 ;
- *Diminution du poste clients de 0,3 M€* : la gestion du BFR a été satisfaisante au premier semestre 2019 et l'augmentation des revenus s'est traduite par un niveau d'encaissement important sur la période. Pour mémoire, fin 2018, des facturations significatives avaient été établies envers un nouveau client spécifique et identifié ;

- *Autres actifs fiscaux* : le solde est principalement constitué des Crédits d'Impôt Recherche (CIR) au titre de 2018 (0,7 M€) et du premier semestre 2019 (0,4 M€), non encore remboursés par l'Etat français ;
- *Augmentation de la trésorerie* (+1,6 M€ par rapport au 31 décembre 2018) qui s'élève à 4,2 M€ au 30 juin 2019, hors dettes financières. L'augmentation de la trésorerie provient essentiellement de celle des revenus et de la bonne tenue du BFR (flux opérationnels de 3,3 M€), compensée par la hausse des investissements effectués dans le développement des nouvelles solutions (investissements nets de 1,3 M€). L'impact de la norme IFRS 16 est également une augmentation des flux opérationnels (+0,3 M€ liés au retraitement des charges locatives) au détriment des flux de financement (+0,3 M€ liés à la variation des dettes locatives).

Au passif,

- *Augmentation des capitaux propres*, suite au résultat net de période (+ 1 M€) ;
- *Diminution des passifs financiers courants et non courants* (-0,2 M€) suite aux remboursements effectués au cours du premier semestre 2019. Le solde fin juin 2019 (1,1 M€) représente le capital et les intérêts restants relatifs à la dette obligataire émise en juillet 2013 ;
- *Stabilité des produits fiscaux différés courants et non courants* : ces postes correspondent aux montants déclarés au titre du CIR, dont l'impact résultat est différé. Ils impacteront positivement le résultat du Groupe lorsque les actifs sous-jacents (projets développés et immobilisés) seront amortis. Au titre du premier semestre 2019, le Crédit d'Impôt Recherche est de 0,4 M€ et la reprise constatée en résultat de 0,3 M€, ce qui explique la variation de 0,1 M€ des soldes constatés au passif ;
- *Comptabilisation de passifs locatifs non courants* (0,3 M€) et courants (0,4 M€) suite à l'application, au 1^{er} janvier 2019, de la norme IFRS 16 "Contrats de location" et en contrepartie des droits d'usage constatés à l'actif ;
- *Stabilité des dettes d'exploitation courantes* ;
- *Augmentation des passifs sur contrats de revenus de 0,9 M€*, suite notamment à des facturations de maintenances significatives effectuées début 2019 et couvrant plusieurs exercices, en plus des maintenances annuelles récurrentes nécessitant, elles aussi, une régularisation à la clôture semestrielle.

Les flux de trésorerie de la période peuvent être présentés comme suit :

(en K€)	HY 2019	HY 2018	FY 2018
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	3 349	935	1 019
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-1 312	-795	-2 354
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-466	-206	-512
Variation de trésorerie	1 571	-66	-1 847

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont positifs et en augmentation marquée respective de 2,4 M€ et 2,3 M€ par rapport à l'exercice 2018 et au premier semestre 2018, suite à la progression constatée du résultat net semestriel 2019 (+2 M€) et à la bonne tenue du BFR au premier semestre 2019.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentent principalement les frais de développement engagés sur le semestre. Le remboursement de la créance CIR 2017 intervenu en avril 2019 (0,6 M€) permet de compenser les investissements réalisés dans le développement des nouvelles solutions (1,6 M€ au 30 juin 2019 contre 1,4 M€ au 30 juin 2018 et 2,9 M€ au 31 décembre 2018).

Enfin, les flux de trésorerie provenant des activités de financement correspondent principalement aux paiements du capital et intérêts liés à l'emprunt obligataire envers le GIAC. Le remboursement trimestriel de cet emprunt (90 K€, avec un différé de remboursement de 4 ans), a débuté au quatrième trimestre 2017 et représente donc un remboursement de 0,2 M€ au premier semestre 2019. Par ailleurs, comme indiqué précédemment, l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" implique une augmentation des flux de financement de 0,3 M€ au 30 juin 2019.

Evolution de la trésorerie par rapport au 31 décembre 2018 : la hausse de trésorerie (+1,6 M€) constatée au 30 juin 2019 s'explique donc essentiellement par :

- Des flux opérationnels positifs de 3,3 M€ suite à l'augmentation du résultat net semestriel 2019 et à une évolution positive du BFR ;
- Des flux d'investissement de -1,3 M€, suite aux développements continus et soutenus des nouvelles solutions, financés en partie par le remboursement de la créance CIR 2017 (0,6 M€) intervenu en avril 2019 ;
- Des flux de financement de -0,5 M€, suite aux remboursements de période de l'emprunt obligataire et à la variation des nouvelles dettes locatives.

2.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe

Structure financière saine et solide

Dans un contexte de croissance des revenus et des résultats, le flux de trésorerie opérationnel (+3,3 M€) progresse également de +2,3 M€ (y compris l'impact IFRS de 0,3 M€ de reclassement entre flux opérationnels et flux de financement) alors que les investissements récurrents réalisés dans le développement des produits restent élevés à 1,3 M€.

A noter également que dans le cadre du Crédit d'Impôt Recherche, la créance au titre de 2017 (635 K€) a été remboursée en avril 2019, ce qui réduit le décalage de trésorerie constaté sur les périodes précédentes. La créance au titre de 2018 (739 K€) devrait être remboursée au cours du second semestre de l'exercice.

La structure financière du Groupe est solide au 30 juin 2019, avec des fonds propres de 11,2 M€ et une trésorerie nette significative de près de 3 M€. Le Groupe rembourse trimestriellement (90 K€) l'emprunt obligataire émis par le GIAC en 2013, dont le solde est de 1,1 M€ au 30 juin 2019. A noter également que le Groupe, conformément à son programme de rachat d'actions, saisit et continuera à saisir toute opportunité de marché pour effectuer des rachats d'actions ponctuels.

Stratégie validée et croissance soutenue

Même si la progression des revenus du second semestre 2019 sera moins importante que celle observée au premier, l'exercice 2019 est d'ores et déjà bien orienté. Les revenus annuels devraient ainsi être significativement supérieurs à ceux de 2018.

Après une année 2017 de transition et une année 2018 de pivot, l'année 2019 devrait donc permettre de valider et de confirmer la stratégie adoptée et mise en œuvre par le Groupe depuis quelques années. Le Groupe a réussi à se repositionner sur de nouveaux marchés stratégiques et porteurs, en développant et en proposant une des solutions les plus innovantes, complètes et performantes du marché actuel. La solution "MCPTT/MCX" développée par le Groupe (**Team On Mission**) est en train de se positionner comme une des références du marché, notamment en France.

Le Groupe est donc confiant dans l'avenir de ces solutions **Team On Mission** et **Team On The Run** et sa pertinence dans ces nouveaux marchés est d'autant plus forte que les solutions proposées embarquent une gestion simple, intuitive et parfaitement évolutive des process (module "My Mission" / "My Business"), répondant ainsi de façon efficace aux différents défis actuels, mêlant communication, temps réel et gestion opérationnelle.

3. Autres informations

3.1 Facteurs de risques

En termes de risques, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs téléphoniques, ce qui a déjà été le cas au cours de périodes précédentes et ce qui est toujours le cas en 2019. Par ailleurs, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée. Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée régulièrement au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.
- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse et de façon de plus en plus rapide, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible.

Concernant la protection juridique et physique des produits commercialisés par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes, auprès notamment de l'APP à Paris, sont suivies et respectées au sein du Groupe.

- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.
- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés semestriels 2019.

3.2 Evénements pots clôture

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture n'a été identifié, aussi bien au sein de la Société que du Groupe, pendant la période comprise entre la date de clôture et la date d'établissement du présent rapport, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes consolidés intermédiaires présentés et arrêtés au 30 juin 2019.

Annexe 1 : Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés

StreamWIDE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés

Au Président-Directeur Général,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société StreamWIDE et en réponse à votre demande dans le cadre de la publication des comptes intermédiaires consolidés au 30 juin 2019, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires consolidés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, le fait que les comptes intermédiaires consolidés présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation, au 30 juin 2019, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris-La Défense, le 30 octobre 2019

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres
Jean-Christophe Pernet

Groupe STREAMWIDE – Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2019

• **Comptes de résultat consolidés aux 30 juin 2019, 30 juin 2018 et 31 décembre 2018**

en K€	30-juin-19 <i>(6 mois)</i>	IFRS 16	30-juin-19	30-juin-18 <i>(6 mois)</i>	31-déc-18 <i>(12 mois)</i>	Note
Licences	2 058		2 058	1 000	2 169	
Maintenance	1 638		1 638	1 560	3 439	
Prestations de services	1 398		1 398	97	1 051	
Ventes tiers	43		43	-	105	
Chiffre d'affaires	5 136	-	5 136	2 657	6 764	7.1
Achats et variations de stocks	-21		-21	-	-	7.3
Charges externes	-1 153	292	-1 445	-1 127	-2 569	7.3
Impôts et taxes	-48		-48	-27	-54	
Charges de personnel	-1 746		-1 746	-1 646	-3 228	7.2
Dotations aux amortissements	-1 517	-283	-1 234	-1 254	-2 488	7.4
Dotations nettes aux provisions	-5		-5	-7	-66	
Autres produits d'exploitation	329		329	325	644	7.5
Résultat opérationnel courant	976	9	967	-1 080	-996	
Autres produits opérationnels	10		10	-	-	
Autres charges opérationnelles	0		0	1	-3	7.5
Résultat opérationnel	985	9	976	-1 079	-999	
Produits de trésorerie et d'équivalents	0		0	4	17	
Coût financier Brut	-35	-14	-21	-26	-50	
Coût financier Net	-35	-14	-21	-22	-33	7.6
Autres produits financiers	40		40	139	225	7.6
Autres charges financières	-15		-15	-19	-96	7.6
Charges / Produits d'impôts	-6		-6	83	-73	7.7
Résultat net des activités poursuivies	969	-5	974	-898	-975	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net	969	-5	974	-898	-975	
Part du Groupe	969		974	-898	-975	
Intérêts ne conférant pas le contrôle						
Résultat de base par action	0,33		0,33	-0,29	-0,32	7.8
Résultat dilué par action	0,33		0,33	-0,29	-0,32	7.8

• Situations financières consolidées aux 30 juin 2019 et 31 décembre 2018

En K€	30-juin-19	IFRS 16	30-juin-19	31-déc-18	Note
Immobilisations incorporelles	7 631		7 631	7 129	8.1
Immobilisations corporelles	1 084	726	358	254	8.2
Autres actifs financiers	465		465	358	8.3
Actifs d'impôts différés	130		130	123	8.4
ACTIFS NON COURANTS	9 310	726	8 584	7 864	
Créances clients	5 800		5 800	6 105	8.5
Autres débiteurs	899		899	792	8.5
Autres actifs fiscaux	1 189		1 189	1 406	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 235		4 235	2 664	8.6
ACTIFS COURANTS	12 123		12 122	10 967	
TOTAL ACTIFS	21 433	726	20 707	18 831	
Capital	292		292	303	
Primes	7 931		7 931	8 504	
Réserves consolidées	2 058	-1	2 059	3 022	
Titres auto détenus	-57		-57	-644	
Résultat net part du Groupe	969	-5	974	-975	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	-	-	
CAPITAUX PROPRES	11 193	-6	11 199	10 210	8.7
Passifs financiers	780		780	955	8.8
Passifs locatifs	352	352	-		8.9
Provisions non courantes	240		240	212	8.9
Produits fiscaux différés	1 266		1 266	1 207	8.10
Passifs d'impôts différés	0		0	0	8.10
PASSIFS NON COURANTS	2 638	352	2 286	2 374	
Passifs financiers	366		366	367	8.8
Passifs locatifs	380	380	-		8.9
Provisions courantes	9		9	6	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	477		477	550	8.10
Dettes fiscales et sociales	1 807		1 807	1 725	8.10
Produits fiscaux différés	633		633	603	8.10
Produits constatés d'avance	3 930		3 930	2 996	8.10
PASSIFS COURANTS	7 602	380	7 222	6 247	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	21 433	726	20 707	18 831	

• **Etats du résultat global aux 30 juin 2019, 30 juin 2018 et 31 décembre 2018**

En K€	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18
Résultat Net	969	-898	-975
Ecart de conversion	-1	-38	-85
Ecart actuariels sur régimes à prestations définies		-	-
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	-1	-38	-85
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	968	-936	-1 060

• **Variations des capitaux propres aux 30 juin 2019, 31 décembre 2018 et 30 juin 2018**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres 31 DEC 2017	303	8 503	-486	3 247	-188	-3	11 376	0	11 376
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-31	12			-19		-19
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				-898	-38		-936		-936
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-1	-1		-1
Capitaux propres 30 JUIN 2018	303	8 503	-517	2 361	-226	-4	10 420	0	10 420
Opérations sur capital		1					1		1
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-127	11			-116		-116
Dividendes				-			0		-
Résultat Global				-77	-47		-124		-124
Variations de périmètre									
Autres mouvements						29	29		29
Capitaux propres 31 DEC 2018	303	8 504	-644	2 295	-273	25	10 210	0	10 210
Opérations sur capital	-11	-573					-584		-584
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			587	14			601		601
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				969	-1		968		968
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-2	-2		-2
Capitaux propres 30 JUIN 2019	292	7 931	-57	3 278	-274	23	11 193	0	11 193

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2019, 31 décembre 2018 et 30 juin 2018**

(En K€)	30-juin-19	31-déc.-18	30-juin-18
Résultat Net consolidé	969	-975	-898
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	1 234	2 488	1 254
[IFRS 16] Dotations droits d'usage	283		
Variation des provisions	5	66	7
Autres produits d'exploitation (*)	-325	-641	-323
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>2 166</i>	<i>938</i>	<i>40</i>
Coût de l'endettement financier net	34	33	22
Charge d'impôts sur le résultat	-6	73	-83
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	2 194	1 044	-21
Variation actifs	-222	-3 462	397
Variation passifs	1 377	3 437	559
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<i>1 155</i>	<i>-25</i>	<i>956</i>
Impôts versés	-	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	3 349	1 019	935
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 840	-3 065	-1 521
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles			
Variation immobilisations financières	-107	-17	-2
Cession d'immobilisations financières			
Variation des prêts et avances consentis			
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	635	728	728
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-1 312	-2 354	-795
Augmentation (diminution) de capital			
Augmentation (diminution) des emprunts	-176	-354	-175
[IFRS 16] Augmentation (diminution) des dettes locatives	-279		
[IFRS 16] Intérêts financiers nets versés	-13		
Dividendes versés			
Rachats et reventes d'actions propres	2	-158	-31
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	-466	-512	-206
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	1 571	-1 847	-66
Trésorerie début de période	2 664	4 511	4 511
Trésorerie fin de période	4 235	2 664	4 445

(*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(**) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe StreamWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles, et depuis peu, des entreprises et administrations, partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de StreamWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits "legacy", comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Le Groupe se positionne aussi sur le marché applicatif, notamment administrations et entreprises, avec les solutions **Team On The Run** et **Team On Mission**, développées depuis fin 2014, prometteuses et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produits et de créer de forts relais de croissance, en proposant aux entreprises et administrations une véritable plateforme de transformation digitale "tout en un", simple, évolutive et performante, ainsi qu'une solution de communication critique sécurisée et de gestion de crises.

Opérant depuis la France, l'Europe, les USA, l'Asie et l'Afrique, StreamWIDE met en place des équipes locales et spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (Euronext Paris) sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2019 ont été examinés par le Conseil d'Administration en sa séance du 16 septembre 2019.

2. Evénements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport semestriel d'activité. Ils sont rappelés ci-dessous de façon synthétique :

Augmentation marquée des revenus semestriels 2019 : +2,5 M€, soit +93% par rapport au premier semestre 2018.

Progression des résultats semestriels 2019 : le résultat opérationnel avant amortissements (+2,5 M€) augmente de 2,3 M€ ; le résultat opérationnel (+1 M€) augmente de 2 M€ ; le résultat net (+1 M€) augmente de +1,9 M€.

Embauches soutenues et nouveaux locaux : les effectifs sont de 147 personnes fin juin 2019, en progression de 20 personnes par rapport au 31 décembre 2018 et de 26 personnes par rapport à fin juin 2018.

Application d'IFRS 16 "Contrats de location" au 1er janvier 2019 : les impacts chiffrés de cette adoption au 1er janvier 2019 sont détaillées notamment dans la note 3.2.1 ci-dessous, ainsi que dans les notes annexes aux états financiers concernées.

Réduction de capital par annulation d'actions auto détenues : 112.524 actions ont ainsi été annulées en mars 2019. Le capital social de la Société est maintenant composé de 2.917.499 actions d'une valeur nominale de 0,1 euro chacune.

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés semestriels 2019 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) publiées par l'IASB, adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 16 septembre 2019, date d'examen de ces comptes par le conseil d'administration. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2019

Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées pour l'Union européenne au 30 juin 2019. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés semestriels pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2019 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels du Groupe arrêtés au 31 décembre 2018.

o Application d'IFRS 16 – Contrats de location

Application d'IFRS 16 "Contrats de location" à compter du 1^{er} janvier 2019 : cette norme présente un modèle détaillé permettant d'identifier les contrats de location et définit le traitement que doivent adopter bailleurs et preneurs dans leurs états financiers respectifs. Le Groupe a choisi d'appliquer la norme IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019, selon la méthode de transition rétrospective simplifiée. Ainsi, en tant que locataire preneur, le Groupe reconnaît à l'actif un "droit d'usage", représentant son droit à utiliser l'actif pendant la durée du contrat, et au passif une dette locative représentative de son obligation de paiement des loyers (part fixe). Au compte de résultat, une charge d'amortissement du droit d'usage et la charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers.

Enfin, la présentation du tableau de flux de trésorerie est également impactée avec une amélioration des flux de trésorerie liés à l'activité au détriment des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Le Groupe a donc retraité principalement ses contrats locatifs relatifs aux différents bureaux qu'il occupe. Les taux d'actualisation appliqués sont fondés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est ajouté un spread pour tenir compte des environnements économiques de chaque pays où il est présent. Les principaux impacts sont les suivants au 30 juin 2019 :

Situation financière

- Note 8.2 "Immobilisations corporelles" : un droit d'usage est comptabilisé pour 726 K€ en valeur nette (1.009 K€ en valeur brute et 283 K€ d'amortissements).
- Note 8.9 "Provisions" : une dette locative non courante et courante a été constatée pour respectivement 352 K€ et 380 K€.

Compte de résultat

- Note 7.3 "Charges externes" : la charge locative de période a été annulée pour 292 K€.
- Note 7.4 "Dotations aux amortissements" : un amortissement du droit d'usage à hauteur de 283 K€ a été comptabilisé.
- Note 7.6 "Eléments financiers" : un montant de 14 K€ d'intérêt sur la dette locative a été reconnu.

L'impact résultat est donc négatif de 5 K€ au premier semestre 2019.

Tableau de flux de trésorerie

- Tableaux de flux de trésorerie : les flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles augmentent donc de 292 K€ (amortissements +283 K€, intérêts financiers +14 K€ et résultat net -5 K€), alors que les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement diminuent de 292 K€ (augmentation de la dette locative et des intérêts financiers versés).

○ *IFRIC 23 – Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat*

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23 – Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat. Selon cette interprétation, dès lors que l'acceptation par l'autorité fiscale d'une position fiscale donnée n'est pas probable, cette incertitude doit être reflétée dans le calcul des éléments liés aux impôts, en considérant que le risque de détection par l'autorité fiscale est, quant à lui, certain. Cette interprétation est d'application obligatoire pour les exercices ouverts au plus tard à compter du 1^{er} janvier 2019. Le Groupe a examiné cette interprétation afin de déterminer ses impacts dans les états financiers et les modifications qu'elle pourrait entraîner dans les informations communiquées. Aucun impact matériel pour le Groupe n'a été identifié.

3.2.2 Principes de présentation

Etat de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe StreamWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge / produit d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales").

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe StreamWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2019, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confer note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2019 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – USD, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie – TND et Singapour - SGD).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Dans les différents contrats du Groupe, que la vente se fasse de façon directe ou indirecte, et quel que soit le logiciel concerné par le droit d'utilisation, les 3 prestations (licences, support et services professionnels) et les obligations de performance associées sont considérées comme distinctes. Le prix de la transaction, dont la détermination n'est pas dépendante d'éléments structurants, significatifs et récurrents, est également alloué de façon directe à chaque obligation de performance. Enfin, la comptabilisation du produit est effectuée à une date donnée (licences) ou dans le temps (support et services professionnels) lorsque les obligations de performance sous-jacentes sont satisfaites.

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et crédit d'impôt recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française. Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur brute comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt. L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat et isolé sous la rubrique "autres produits d'exploitation" dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, car sans impact de trésorerie.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leur mise en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Ecarts d'acquisition

Au 30 juin 2019, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu dans le passé.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs).

Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité.

A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et obligataires, ainsi que des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2019, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés d'instruments de couverture et ne recourt pas à des instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et passifs sur contrats de revenus

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, charges et cotisations sociales.

Les passifs sur contrats de revenus sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturés mais non encore reconnus en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part de produits différés (Crédits d'Impôts Recherche) imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.9 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant. Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

Les dépenses engagées au titre du "Compte Personnel Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 30 juin 2019, concernant les BSA managers, salariés et personnes dénommées, leur juste valeur étant considérée comme non significative et hors marché, aucun retraitement n'a donc été comptabilisé.

4.10 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.11 Charge (produit) d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge / produit d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

4.12 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors actions d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- L'évaluation des droits d'usage et des obligations locatives, tenant compte notamment de la durée des contrats de location et du taux d'actualisation approprié des paiements des loyers ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. Le reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		06.2019	12.2018	
StreamWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	-	-	Société mère
StreamWIDE ROMANIA	Str. Fagaras, nr. 25 Sector 1 BUCURESTI	100	100	I.G.
StreamWIDE INC.	9 Polito Avenue Lyndhurst, NEW JERSEY 07017	100	100	I.G.
BEIJING StreamWIDE Technology	1008, Cultural Plaza 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District BEIJING 100872	100	100	I.G.
StreamWIDE FRANCE SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100	100	I.G.
StreamWIDE TUNISIE Sarl	Rue du lac Constance - Imm El Majd Les Berges du Lac - 1053 TUNIS	100	100	I.G.
StreamWIDE PTE LTD	141 Cecil Street 10.01- T.A.A Building 069541 SINGAPORE	100	100	I.G.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Américaine (Nord et Sud).

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a bénéficié, lors de sa création, d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA, concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France et en Europe.

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société, totalement exportatrice, est un centre de Recherche et Développement exclusivement au profit du Groupe, notamment dans le développement des applications mobiles des solutions "**Team On The Run**" et "**Team On Mission**".

StreamWIDE PTE LTD a été créée le 19 mai 2016. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société permet de développer, de confirmer et de conforter la présence du Groupe dans cette zone géographique.

Pour mémoire, l'ancien établissement stable ouvert en Tunisie au cours du premier semestre 2010 a été dissout en 2018, le marché pour lequel cet établissement avait été ouvert étant arrivé à son terme. Une filiale anglaise (StreamWIDE LTD) a été créée en mai 2013 mais n'a enregistré aucune activité depuis. Son capital social, détenu et contrôlé à 100% par StreamWIDE SA, est de 1 £ au 30 juin 2019. Cette société devrait être dissoute au second semestre 2019.

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18	Variation
Licences	2 058	1 000	2 169	1 058
Maintenance	1 638	1 560	3 439	78
Prestations de services	1 398	97	1 051	1 301
Ventes Tiers	43	-	105	43
TOTAL CA	5 137	2 657	6 764	2 480
Autres produits	-	-	-	-
Subventions	-	-	-	-
Produits des activités ordinaires	-	-	-	-

Le premier semestre de l'exercice 2019 est marqué par une forte croissance des revenus et plus spécifiquement de ceux issus des nouvelles solutions **Team On Mission** et **Team On The Run**. Ces derniers représentent pour la première fois près de 50% de l'ensemble des revenus semestriels du Groupe.

Cette croissance s'explique essentiellement par les livraisons successives et le déploiement continu du projet PCSTORM avec le Ministère de l'Intérieur français et par les travaux effectués avec le partenaire technologique européen, suite à l'accord signé fin 2018.

- (i) *Licences* : sous les effets indiqués ci-dessus, les ventes de licences progressent de 1,1 M€ sur la période et ressortent à 2,1 M€ au 30 juin 2019. Celles issues de l'activité historique restent cependant stables à environ 0,6 M€ au premier semestre ;
- (ii) *Maintenance* : encore composés très majoritairement de ceux de l'activité historique (98%), les revenus ressortent à 1,6 M€ au premier semestre de l'exercice et restent quasi stables par rapport aux semestres précédents. A terme, leur croissance est assurée par les revenus de licences nouvellement enregistrés ;
- (iii) *Services* : les prestations de service progressent quant à elles de 1,3 M€ pour s'établir à 1,4 M€ au 30 juin 2019, et bénéficient d'un effet de base très favorable suite aux revenus peu significatifs enregistrés au premier semestre 2018.

Comme annoncé précédemment, l'activité du Groupe au premier semestre 2019 est satisfaisante et lui permet donc d'enregistrer des revenus en progression notable par rapport au premier semestre 2018. L'activité historique du Groupe reste stable, mais diminue en valeur relative, car la croissance est maintenant issue majoritairement des nouvelles activités et solutions développées et commercialisées par le Groupe.

7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18	Variation
Salaires et traitements	1 337	1 235	2 457	102
Charges sociales	408	411	771	-3
Avantages du personnel	-	-	-	-
TOTAL Charges de Personnel	1 745	1 646	3 228	99

	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18	Variation
Cadres	147	121	127	26
Non Cadres	-	-	-	-
TOTAL Effectif	147	121	127	26

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2019, au même titre que sur les périodes antérieures. Le montant brut immobilisé au 30 juin 2019 représente 1.610 K€, contre 1.406 K€ au 30 juin 2018 et 2.860 K€ au 31 décembre 2018. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

En K€	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18	Variation
Charges de personnel en résultat	1 745	1 646	3 228	99
Frais de développement activés	1 610	1 406	2 860	204
TOTAL Effectif	3 355	3 052	6 088	303

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, augmentent sur la période de 303 K€. Cette augmentation provient principalement d'un effet "volume" notamment au sein de la filiale française (+6 personnes), roumaine (+8 personnes) et tunisienne (+14 personnes) du Groupe. L'augmentation globale des effectifs (+26 personnes, suite à 2 départs sur la période) a été réalisée à un coût inférieur au coût moyen constaté au sein du Groupe.

Au 30 juin 2019, l'effectif total du Groupe s'élève à 147 personnes contre 127 fin 2018. Ce sont essentiellement les effectifs de R&D qui augmentent, démontrant ainsi la capacité du Groupe à maîtriser ses principaux coûts, tout en continuant à investir dans le développement de ses nouvelles solutions.

7.3 Autres charges externes

En K€	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18	Variation
Achats de marchandises	-	-	-	-
Variations de stock	-	-	-	-
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	0	0	0	0
Achats études et prestations de services	13	14	31	-1
Achats non stockés de marchandises	78	62	137	16
Sous traitance	51	8	212	43
Locations et charges locatives	330	312	626	18
<i>Retraitement IFRS 16</i>	-292			-292
Entretiens, réparations et maintenance	96	76	46	20
Assurances	50	44	77	6
Commissions et honoraires	357	181	590	176
Publicités, expositions et insertions	60	101	163	-41
Transports, déplacements et missions	143	120	239	23
Affranchissements et télécoms	101	109	211	-8
Redevances	51	42	92	9
Autres	115	57	145	58
TOTAL CHARGES EXTERNES	1 153	1 127	2 569	26

Application au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 "Contrats de location" : la reconnaissance d'un droit d'usage pour les contrats de location simple s'accompagne, outre la comptabilisation d'une dette locative en contrepartie, d'une approche patrimoniale relative aux actifs loués. Ainsi, des amortissements ou une dépréciation de ces droits d'usage remplacent les charges locatives (confer note 8.2 - Immobilisations corporelles). Au 30 juin 2019, l'impact est une diminution des charges locatives et externes du Groupe de 292 K€ et une augmentation de 283 K€ des amortissements de période.

Retraité de cet impact, les autres charges externes augmentent sur la période (+318 K€) suite essentiellement à l'augmentation de la sous-traitance (+43 K€) des honoraires (+176 K€) et des frais de recrutement (+42 K€). L'augmentation des honoraires s'explique principalement par des études marketing spécifiques menées au premier semestre 2019 et par certaines interventions légales ponctuelles dans le cadre de dossiers administratifs spécifiques. Dans leur ensemble, les charges externes sont restées maîtrisées au premier semestre 2019, outre l'augmentation liée à l'activité et aux effectifs, et continueront à être contrôlées efficacement dans les prochains mois.

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	1 154	1 167	2 320	-13
<i>dont frais de recherche et développement</i>	<i>1 098</i>	<i>1 112</i>	<i>2 306</i>	<i>-14</i>
Dotations aux amortissements corporels	363	87	168	276
Dotations aux amortissements	1 517	1 254	2 488	263
Dotations aux provisions	5	13	79	-8
Reprises de provisions	-	-6	-13	6
Dotations aux provisions	5	7	66	-2

Les amortissements des frais de développement sont de 1.098 K€ au 30 juin 2019 contre 1.112. K€ au 30 juin 2018 et 2.306 K€ au titre de 2018.

Une revue des principales durées d'amortissement a été effectuée fin 2017 pour tenir compte de l'évolution de l'activité du Groupe et du développement des revenus liés aux solutions **Team On The Run** et **Team On Mission**. Les durées d'utilité ont ainsi été augmentées concernant ces deux solutions, suite aux avancées commerciales significatives effectuées en 2018. Ainsi, la nouvelle durée d'amortissement des solutions TOTR et TOM est de 5 ans à compter du 1^{er} juillet 2017, contre 1 à 3 ans auparavant.

Les amortissements constatés au premier semestre 2019 sont relativement stables par rapport à ceux du premier semestre 2018 (1.098 K€ contre 1.112 K€). Cette stabilité s'explique par une augmentation des valeurs brutes activées (valeur brute de 1.610 K€ au 30 juin 2019 contre 1.406 K€ au premier semestre 2018) compensée par l'allongement des durées d'amortissement appliquée à compter du second semestre 2017.

Les durées et les coûts de développement n'étant pas identiques d'un produit à l'autre, les amortissements ne sont pas forcément "lisses" dans le temps. Cependant, les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées tout au long de l'année permettent d'avoir une charge d'amortissement relativement stable d'une période à l'autre. Par ailleurs, la valeur nette globale des frais de développement activés au 30 juin 2019 est de 7.388 K€ (confer note 8.1 – Immobilisations incorporelles), dont 5.151 K€ pour les nouvelles solutions **Team On The Run** et **Team On Mission**.

Les dotations aux provisions comptabilisées sur la période (5 K€) ne sont pas significatives.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (329 K€ au 30 juin 2019) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des Crédits d'Impôt Recherche (325 K€). Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis.

Le montant des reprises correspond donc à la quote part des Crédits d'Impôt Recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements étant stables au premier semestre 2019 (confer note 7.4 ci-dessus), les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche restent également stables par rapport au premier semestre 2018.

Les autres produits opérationnels (10 K€ au 30 juin 2019) ne sont pas significatifs.

7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18	Variation
Produits sur placements de trésorerie	0	4	7	-4
Coût financier brut	-35	-26	-40	-9
Coût financier net (charges nettes)	-35	-22	-33	-13
Gains de change	40	139	225	-99
Pertes de change	-15	-19	-96	4
Produits nets de cessions d'actifs	-	-	-	-
Total Impact Financier	-10	98	96	-108

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés par les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur faible niveau et leur variation s'expliquent par des taux de rémunération quasi nuls en 2019, comme en 2018, et par des montants moyens placés moins importants au premier semestre 2019.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur l'emprunt obligataire de 1.800 K€ émis auprès du GIAC en juillet 2013 (pour mémoire, remboursement à hauteur de 90 K€ à compter du troisième trimestre 2017).

Par ailleurs, l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" implique à compter du 1^{er} janvier 2019 de constater des intérêts financiers d'actualisation sur la dette locative comptabilisée. Ces intérêts sont de 14 K€ au 30 juin 2019.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change €/USD sur la période a généré un impact net positif de 25 K€ contre un gain net de 120 K€ au 30 juin 2018. Les variations de change ont donc été moins favorables au premier semestre 2019 qu'elles ne l'avaient été en 2018.

Risque de change

Le groupe StreamWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères. Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros (au niveau des coûts), dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois, RON roumain, TND tunisien et SGD singapourien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie exclusivement des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales restent peu significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette dollars USD excédentaire au 30 juin 2019.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change, ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

7.7 Charges d'impôts

La charge d'impôts est de 6 K€ au 30 juin 2019, contre un produit de 83 K€ au 30 juin 2018 et une charge de 73 K€ au 31 décembre 2018, et se décompose comme suit :

En K€	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18	Variation
Impôts exigibles	13	11	57	-39
Impôts différés	-7	-94	16	192
Total Produit (-) / Charge d'impôts (+)	6	-83	73	153

Les impôts exigibles correspondent essentiellement aux retenues à la source comptabilisées par les sociétés françaises (8 K€) du Groupe. Pour mémoire, ces sociétés ne décaissant pas d'impôt annuel, ces retenues à la source ne sont imputables sur aucun impôt payé. Elles sont donc de facto conservées en charge de période.

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentés dans la note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés". La faible variation provient essentiellement de la non activation, au niveau de toutes les sociétés du Groupe, des déficits fiscaux constatés au 30 juin 2019, au-delà des impôts différés passifs issus de l'activation des frais de développement. Le taux d'imposition différée retenu est de 28% au 30 juin 2019 (contre 31% au 31 décembre 2018), pour tenir compte de la diminution programmée et progressive de l'impôt société d'ici 2022.

Pour rappel, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012. La société StreamWIDE est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit au 30 juin 2019 :

En K€	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18
Résultat opérationnel	985	-1 079	-999
Coût de l'endettement financier net	-35	-22	-33
Autres produits et charges financiers	25	120	129
Taux d'impôt théorique	31,00%	33,33%	31,00%
Impôt théorique	302	-327	-280
Impôt courant	13	96	57
Impôt différé	-7	-176	16
Impôt réel	6	-80	73
Taux d'impôt réel	0,62%	8,15%	-8,08%
Ecart sur taux	-30,38%	-25,18%	-39,08%
Ecart sur impôt	-296	247	353
Détail			
Déficits imputés dans l'exercice		-	
Déficits créés dans l'exercice		314	673
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	5	8	57
Différences permanentes et autres éléments	-301	-75	-377
	-296	247	353

Les principaux éléments à retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Reprise du Crédit d'Impôt Recherche en résultat : cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable, n'est pas fiscalisée. De fait, elle crée une différence entre l'impôt théorique (déterminé sur les seuls résultats comptables) et l'impôt réel. Au 30 juin 2019, les reprises sont de 325 K€, générant ainsi un écart d'impôt de (101) K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments". L'ajustement des taux d'imposition (28% retenu au titre de 2019 contre 31% en 2018) implique également un impact important de 201 K€ relatif aux différents retraitements de consolidation, notamment ceux liés aux frais de développement ;

- (ii) Les retenues à la source (8 K€ principalement au niveau de StreamWIDE France) et autres crédits d'impôts (-3 K€), peu significatifs, créent également une différence entre l'impôt théorique et réel ;
- (iii) Aucun report déficitaire ou déficit fiscal de période n'est activé au 30 juin 2019.

Au 30 juin 2019, le report déficitaire propre à la société mère StreamWIDE SA (avant intégration fiscale) est de 1.259 K€, après imputation du résultat fiscal positif de 196 K€ au 30 juin 2019.

Les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont quant à eux de 9.690 K€ (après imputation du résultat fiscal positif de 173 K€ de StreamWIDE France), ce qui porte l'ensemble des reports déficitaires sur les entités françaises à 10.949 K€. La filiale américaine, StreamWIDE Inc., dispose quant à elle d'un report déficitaire de 229 K€ au 30 juin 2019 (confer note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2018	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				3 022 758
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				3 022 758
Au 30 juin 2019	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2018	3 029 962	8 697	3 021 265	503 652
31.01.2019		645	3 021 910	503 084
29.02.2019		-3 406	3 018 504	484 703
31.03.2019	-112 524	2 239	2 908 219	485 688
30.04.2019		5 910	2 914 129	485 338
31.05.2019		-2 104	2 912 025	484 488
30.06.2019		-5 100	2 906 925	484 488
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 926 939
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 926 939

Au cours du premier semestre 2015, la Société a émis et attribué 3 tranches de BSA : (i) 3.016.391 BSA 1, (ii) 2.002.500 BSA 2 et (iii) 322.500 BSA 3, tous au prix d'exercice de 14 € et avec une parité de 15 BSA pour une action nouvelle.

Au cours du premier semestre 2018, les BSA 2 et BSA 3 ont été prorogés jusqu'au 1^{er} juillet 2021. Les BSA 1 sont, quant à eux, devenus caducs au 1^{er} juillet 2018.

Au cours du premier semestre 2019, aucun BSA2 ni BSA3 n'a été exercé. Au 30 juin 2019, le nombre de BSA restant à exercer est donc de 2.242.500 (BSA 2 et BSA 3) soit 149.500 actions nouvelles potentielles (5,12% du capital social actuel), si tous les BSA venaient à être exercés.

En mars 2019, le Conseil d'Administration a décidé d'annuler 112.524 actions auto détenues dans le cadre du programme de rachat d'action. Suite à cette annulation, le capital social de la Société est maintenant de 291.749,9 € et se compose de 2.917.499 actions de valeur nominale de 0,1 € chacune.

Les résultats de base et dilués par action sont les suivants aux 30 juin 2019, 30 juin 2018 et 31 décembre 2018 :

En K€	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18	Variation
Résultat Net Part du Groupe	969	-898	-975	1 867
Effet net d'impôt des actions dilutives				
Résultat net Part du Groupe	969	-898	-975	1 867
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	2 926 939	3 016 634	3 022 758	-89 696
Effet des actions ordinaires dilutives	-	-	-	
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	2 926 939	3 016 634	3 022 758	-89 696
Résultat de base par action (en €)	0,33	-0,30	-0,32	0,63
Résultat dilué par action (en €)	0,33	-0,30	-0,32	0,63

Au cours du premier semestre 2019, le prix d'exercice des BSA étant hors marché, les 149.500 actions nouvelles potentielles ne sont pas considérées comme dilutives. Le nombre moyen pondéré d'actions et le nombre moyen dilué d'actions sont donc identiques, sachant par ailleurs qu'il n'existe pas d'action ordinaire dilutive.

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-18	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-19
Frais de développement	26 273	1 610		27 883
Concessions, brevets et licences	908	38		946
Autres immobilisations incorporelles	32	7		39
Valeurs brutes	27 213	1 655	0	28 868
Frais de développement	-19 397	-1 098		-20 495
Concessions, brevets et licences	-660	-52		-712
Autres immobilisations incorporelles	-27	-4		-31
Amortissements	-20 084	-1 154	0	-21 238
Valeurs nettes	7 129	501	0	7 630

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable et constante ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants activés au premier semestre 2019 sont de 1.610 K€ contre 1.406 K€ au premier semestre 2018 et 2.860 K€ en 2018. L'augmentation s'explique essentiellement par un effet volume (embauche de plusieurs ingénieurs supplémentaires au cours du premier semestre 2019), avec un nombre d'heures consacrées au développement plus important en 2019 qu'en 2018. Le coût horaire moyen global reste stable au sein du Groupe sur la période.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18	Variation
Frais de développement activés	1 610	1 406	2 860	204
Amortissements de la période	-1 098	-1 112	-2 210	14
Frais de développement cumulés	27 883	24 819	26 273	1 610
Amortissements cumulés	-20 495	-18 299	-19 397	-1 098
Valeur nette	7 388	6 520	6 876	512

Les frais de développement (valeur nette de 7.388 K€ au 30 juin 2019) se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 3 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés. Ces amortissements restent stables au 30 juin 2019 (1.098 K€ contre 1.112 K€ au 30 juin 2018) après à une revue des différentes valeurs et durées d'utilité des principaux logiciels développés par le Groupe effectuée fin 2017 (confer note 7.4 "Dotations aux amortissements et provisions").

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis et restent peu significatives.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-18	Acquisitions	Cessions	30-juin-19
Installations techniques	46	-		46
Installations générales, matériel, bureau	1 715	190	-6	1 899
Droits d'usage	-	1 009		1 009
Valeurs brutes	1 761	1 199	-6	2 954
Installations techniques	-40	-2		-42
Installations générales, matériel, bureau	-1 467	-76	-3	-1 546
Droits d'usage	-	-283		-283
Amortissements	-1 507	-361	-3	-1 871
Valeurs nettes	254	838	-9	1 083

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériels informatiques et de mobiliers de bureau. Quelques acquisitions et sorties d'installations techniques notamment expliquent les variations constatées sur la période.

A compter du 1^{er} janvier 2019, le Groupe applique IFRS 16 "Contrats de location". Dans ce cadre, des droits d'usage liés aux différents contrats de location simple ont été comptabilisés à hauteur de 1.009 K€ en valeur brute. Au 30 juin 2019, un amortissement de 283 K€ a également été constaté.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-18	Acquisitions	Cessions	30-juin-19
Dépôts de garantie	249	91		340
Autres actifs financiers non courants	109	17		126
Valeurs brutes	358	108	0	466
Amortissements / provisions	-			-
Valeurs nettes	358	108	0	466

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et, d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ; les variations de période proviennent essentiellement de la filiale roumaine du Groupe et des dépôts de garantie versés pour ses nouveaux locaux.

- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (101 K€ au 30 juin 2019 contre 88 K€ au 31 décembre 2018), suite aux mouvements nets intervenus sur la période.

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures de consolidation	Total
Valeur nette au 31 décembre 2018	2 154	183	-2 131	-83	123
<i>Impôts différés actifs</i>					<i>123</i>
<i>Impôts différés passifs</i>					<i>-</i>
Variations Actif	-75	7			
Variations Passif			62	13	
Ecarts sur taux					
Valeur nette au 30 juin 2019	2 079	190	-2 069	-70	130
<i>Impôts différés actifs</i>					<i>130</i>
<i>Impôts différés passifs</i>					<i>-</i>

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (2.079 K€) se décompose comme suit au 30 juin 2019 :

- sur déficits fiscaux français : 2.002 K€ (2.077 K€ au 31 décembre 2018)
- sur déficits fiscaux américains : 77 K€ (77 K€ au 31 décembre 2018)

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux négatifs au premier semestre 2019. Comme en 2018, les impôts différés actifs n'ont pas été reconnus au 30 juin 2019 sur cette partie des déficits, dans l'attente de perspectives positives aux USA.

Les impôts différés reconnus sur les déficits antérieurs à 2018 et 2019 (77 K€, incluant les écarts de taux, contre 77 K€ au 31 décembre 2018) restent cependant inscrits en actifs non courants dans la situation financière annuelle, car leur imputation reste probable. Seule la décision de ne pas augmenter le solde disponible, et donc l'exposition globale, a été retenue fin 2018 de façon conservatrice.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1^{er} janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- avant intégration fiscale, la Société mère (StreamWIDE SA) dispose de 1.259 K€ de reports déficitaires propres, après imputation d'un résultat fiscal positif de 196 K€ au 30 juin 2019. Dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 9.690 K€ de reports déficitaires, après imputation d'un résultat fiscal positif de 172 K€ au 30 juin 2019. La totalité des reports fiscaux pourrait générer une créance fiscale différée de 3.066 K€ au taux de 28%. Cependant, depuis l'exercice 2017, le Groupe n'active plus d'impôts différés sur ses reports fiscaux, (dans l'attente de perspectives positives et de nouveaux bénéfices fiscaux à terme) au-delà des passifs d'impôts différés générés par les frais de développement retraités. Ainsi, au titre du premier semestre 2019, une diminution de 75 K€ d'impôts différés actifs a été comptabilisée pour neutraliser l'impact de la variation des impôts différés passifs sur les frais de développement. Le montant d'impôts différés actifs sur déficits fiscaux ressort donc à 2.002 K€ au 30 juin 2019.

- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 7.388 K€, générant un montant d'impôts différés passifs de 2.069 K€ ;
- les impôts différés actifs issus des décalages temporaires s'élèvent à 190 K€ à la clôture de l'exercice, dont 7 K€ au titre du premier semestre 2019. Les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 70 K€ d'impôts différés passifs.

Au 30 juin 2019, la position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé actif de 53 K€, montant peu significatif suite à la position prudente adoptée par le Groupe depuis 2017.

8.5 Actifs courants

En K€	30-juin-19	31-déc-18	Variation
Créances clients	5 800	6 105	-305
Autres débiteurs	899	792	107
Autres actifs fiscaux	1 189	1 407	-218
Total Net	7 888	8 304	-416

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant au 31 décembre 2018 et 30 juin 2019 :

En K€	31-déc-18	Augmentation	Diminution	30-juin-19
Créances clients brutes	6 424		-303	6 121
<i>dont Factures A Etablir</i>	1 955		-550	1 405
Pertes de valeur	-319	-2		-321
Créances clients nettes	6 105	-2	-303	5 800

L'évolution du poste clients ne reflète pas directement celle de l'activité et des revenus car des facturations importantes avaient été effectuées fin 2018 (1.955 K€) concernant des revenus 2019. Par ailleurs, le niveau d'encaissement au cours du premier semestre 2019 est satisfaisant et permet de limiter d'autant la hausse des créances clients avec en contrepartie, une augmentation de la trésorerie au 30 juin 2019 par rapport à la clôture annuelle 2018.

De par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des actifs sur contrats de revenus significatifs (montant global de 1.405 K€ au 30 juin 2019) peuvent être comptabilisés en clôture. Ce montant est constitué de factures identifiées et relatives à quelques clients seulement (trois principaux au 30 juin 2019).

Le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 95 % des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Par ailleurs, les encaissements constatés pendant l'été 2019 (4.651 K€ sur la période juillet - septembre 2019) confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé au sein du Groupe.

Balance Agée au 31 décembre 2018

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	6 095	5 580	329	186	
<i>dont FAE</i>	1 955	1 955			
Créances douteuses brutes	329				329
Pertes de valeur	-319				-319
Créances clients nettes	6 105	5 580	329	186	10
		91%	5%	3%	0%

Balance Agée au 30 juin 2019

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	5 791	4 403	1 093	295	
<i>dont FAE</i>	1 405	1 405			
Créances douteuses brutes	330				330
Pertes de valeur	-321				-321
Créances clients nettes	5 800	4 403	1 093	295	9
		76%	19%	5%	0%

Au 30 juin 2019, les créances non échues correspondent à des actifs sur contrats de revenus pour un montant global de 1.405 K€ dont près de 68% sont représentés par 3 factures identifiées envers 3 clients seulement. Ces factures seront établies au second semestre 2019 conformément aux échelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, en 2018, le solde des créances clients non échues comprenait un montant de 1.955 K€ d'actifs sur contrats de revenus, là encore composé à près de 66% par 7 factures significatives envers 3 clients, établies et réglées en 2019.

Au 30 juin 2019, les créances échues, dont l'échéance est supérieure à 12 mois (330 K€ HT), correspondent à des clients et des factures parfaitement identifiés. Ces créances sont toutes provisionnées à 100%.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouverts dans leur totalité à la date d'arrêté des comptes semestriels 2019.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 524 K€), des charges constatées d'avance pour 295 K€ et des avances faites à certains fournisseurs de matériels informatiques dans le cadre de projets futurs (52 K€).

Actifs fiscaux

Les actifs fiscaux se composent essentiellement des Crédits d'Impôt Recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 30 juin 2019, la créance est composée des soldes CIR 2018 et de la provision effectués au titre du premier semestre 2019, pour respectivement 739 K€ et 415 K€. Le remboursement de la créance 2018 devrait intervenir au cours du second semestre 2019.

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2018

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	6 105	6 105		6 105	
Autres débiteurs	792	792		792	
Autres actifs fiscaux	1 407	1 407		1 407	
Equivalent de trésorerie	248	248	248		
Trésorerie	2 416	2 416	2 416		
Total créances nettes	10 968	10 968	2 664	8 304	-

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2019

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	5 800	5 800		5 800	
Autres débiteurs	899	899		899	
Autres actifs fiscaux	1 189	1 189		1 189	
Equivalent de trésorerie	253	253	253		
Trésorerie	3 982	3 982	3 982		
Total créances nettes	12 123	12 123	4 235	7 888	-

Au cours du premier semestre 2019, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 2.487 K€, soit près de 48% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe. Au 30 juin 2018, 39% du chiffre d'affaires semestriel avait été généré par les 3 clients les plus contributeurs (et 28% au titre de l'exercice 2018).

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30-juin-19	31-déc-18	30-juin-18	Variation
Placements à terme	253	248	931	5
Comptes courants bancaires	3 982	2 416	3 514	1 566
Total	4 235	2 664	4 445	1 571

Les placements à terme sont composés de comptes à terme souscrits auprès de la Société Générale pour 100 K€ et de l'UIB tunisienne pour 153 K€. Ces comptes bénéficient d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe, dont un compte de trésorerie courant rémunérée auprès de HSBC dont le solde est de 2.650 K€ au 30 juin 2019.

Le niveau de trésorerie brute du Groupe (avant prise en compte des dettes financières) est de 4.235 K€ au 30 juin 2019, en augmentation de 1.571 K€ par rapport à la clôture annuelle 2018. Cette variation s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs* de 3.349 K€, en augmentation marquée de 2.330 K€ sur la période, suite notamment à l'évolution des résultats (+1.944 K€ par rapport au 31 décembre 2018 et +1.867 K€ par rapport au 30 juin 2018) et à la variation du BFR (impact positif de 1.155 K€ au 30 juin 2019);
- (ii) *des flux nets d'investissements négatifs* à hauteur de -1.312 K€, représentant principalement les investissements effectués en recherche et développement au premier semestre 2019 (1.840 K€ contre 1.521 K€ au premier semestre 2018 et 2.860 K€ en 2018). Le remboursement du Crédit d'Impôt Recherche 2017 (635 K€), obtenu en avril 2019, vient financer en partie ces investissements de période ;
- (iii) *des flux nets de financement négatifs* à hauteur de -466 K€ suite aux remboursements de l'emprunt obligataire envers le GIAC intervenus sur la période (176 K€) et à la variation des dettes locatives au titre du premier semestre 2019 (292 K€ dont 13 K€ d'intérêts financiers). Ce dernier impact est dû à l'application d'IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019.

Risque sur actions et autres placements

La politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2019, des comptes à terme à rendement garanti sont investis à hauteur de 253 K€, ainsi qu'un compte courant rémunéré à hauteur de 2.650 K€. Ce dernier est, et continuera à être, utilisé en cours de période pour rémunérer les excédents de trésorerie courante.

8.7 Capitaux propres

En K€	30-juin-19	31-déc-18	Variation
Capital social	292	303	-11
Prime d'émission	7 931	8 504	-573
Réserve légale	30	30	0
Résultats non distribués	2 997	2 017	980
Titres auto détenus	-57	-644	587
Total	11 193	10 210	983

Une réduction de capital, par annulation d'actions auto détenues, a été réalisée en mars 2019. 112.524 actions ont ainsi été annulées, ce qui explique les variations constatées au 30 juin 2019 du capital social et de la prime d'émission.

Le capital social de la société mère StreamWIDE SA est maintenant composé de 2.917.499 actions ordinaires (contre 3.030.023 auparavant) d'une valeur nominale de 0,1 € chacune.

La prime d'émission (7.931 K€) correspond principalement à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€) et lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (3.199 K€). La souscription de 2.325.000 BSA managers en juin 2015 a généré, quant à elle, une prime d'émission de 16 K€. Les augmentations de capital définitives ne sont constatées que lors de l'exercice de tout ou partie de ces BSA. Suite à l'annulation de 112.524 actions en mars 2019, la prime d'émission a ainsi été réduite de 573 K€.

Les réserves consolidées correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (30 K€) aux résultats non distribués (2.997 K€), le montant obtenu (3.027 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (3.278 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (-274 K€) et "autres mouvements" (23 K€).

Le montant en "titres auto détenus" correspond à la valorisation au cours de transaction des actions de la Société détenues dans le cadre du contrat de liquidité, mis en place conformément à la charte de déontologie de l'AFEI et opéré par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013.

Titres autodétenus

	31-déc-18	Acquisitions	Cessions	30-juin-19
En nombre d'actions	121 221	14 824	-129 164	6 881
En montants (€uro)	643 920	124 924	-711 622	57 222

Au 30 juin 2019, le contrat de liquidité est investi à hauteur de 6.881 actions de la Société contre 121.221 au 31 décembre 2018, et présente un solde de liquidité de 101 K€ (confer note 8.3 "Autres actifs financiers") contre 88 K€ au 31 décembre 2018. Au 30 juin 2019, la société ne détient plus d'actions auto détenues dans le cadre de son programme de rachat d'actions suite à l'annulation des 112.524 antérieurement acquises.

En juillet et août 2019, la Société a acquis un total de 70.188 actions dans le cadre de son programme de rachat d'actions, au cours moyen unitaire de 9,8 €.

Au cours du premier semestre 2019, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité s'est élevé à 14.824 actions (au cours moyen de 8,44 €) et le nombre d'actions cédées à 16.640 (au cours moyen de 8,47 € pour un prix de revient moyen de 7,66 €). La plus-value ainsi réalisée (14 K€) est inscrite en réserves consolidées.

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	30-juin-19	31-déc-18	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	780	955	-175
Total	780	955	-175
Passifs financiers courants (en K€)	30-juin-19	31-déc-18	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	366	367	-1
Total	366	367	-1

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement pendant 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%. Les frais d'émission ont été imputés sur la valeur initiale de l'emprunt.

Au 30 juin 2019, le solde de l'emprunt obligataire est de 1.146 K€ après imputation des frais d'émission. Son remboursement trimestriel de 90 K€ est effectif depuis octobre 2017.

Au second trimestre 2018, le Groupe a nanti un montant de 675 K€ au profit du GIAC pour renforcer les garanties liées à l'emprunt. Ce nantissement a été levé en mai 2019 suite aux résultats 2018 qui ont permis de respecter à nouveau le ratio relatif à la capacité d'autofinancement, sur la base des comptes annuels consolidés. Suite à cet accord, l'emprunt obligataire est à nouveau classé en passifs financiers non courants / courants conformément à l'échéancier contractuel des remboursements.

La dette financière est assortie de ratios financiers, calculés en fonction des données consolidées annuelles du Groupe et qui se résument comme suit (confer note 9.2 Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes non courantes (moyen - long terme) < 60% des fonds propres
- dettes non courantes (moyen - long terme) < 2 x la capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 30 juin 2019, même s'il n'y a aucune obligation contractuelle, tous les ratios sont respectés.

Risque de taux

La dette financière du Groupe supporte un taux variable (taux annuel d'Euribor 3 mois + 3,05%).

Au premier semestre 2019, le taux Euribor 3 mois moyen ressort à -0,312% (moyenne des premiers taux Euribor 3 mois par mois). Les variations constatées ne sont pas importantes (plus bas -0,323% et plus haut -0,308%) et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliqué à l'emprunt obligataire générerait un impact de 11 K€ par an supplémentaire en charges financières.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	30-juin-19	31-déc-18	Variations
Avantages du personnel	240	212	28
Passifs locatifs	352	-	352
Total Provisions	592	212	380
Provisions Courantes (en K€)	30-juin-19	31-déc-18	Variations
Litiges	6	6	0
Passifs locatifs	380	-	380
Total Provisions	386	6	380

Au 1^{er} janvier 2019, l'application d'IFRS 16 impose de reconnaître un passif locatif en contrepartie du droit d'usage activé. Au 30 juin 2019, ces passifs locatifs sont classés en dette non courante (échéance supérieure à 12 mois) et courante (échéance inférieure à 12 mois). Les montants sont respectivement de 352 K€ et 380 K€.

Les variations des autres provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2018	212	6
Dotations	28	-
Utilisations	-	-
Reprises sans objet	-	-
Au 30 juin 2019	240	6

Les provisions pour litiges concernent uniquement une créance fiscale de 6 K€ relative aux crédits d'impôts mécénat non récupérables. Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié.

Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

	30-juin-19	31-déc-18
Taux d'actualisation	0,82%	1,63%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 30 juin 2019, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2017).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante au premier semestre 2019 :

En K€	PIDR
Au 31 décembre 2018	212
Coûts des services rendus	9
Coût de l'actualisation	2
Gains et pertes actuariels	17
Au 30 juin 2019	240

La variation de l'engagement s'élève donc à 28 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif. Les gains et pertes actuariels sont également comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Aucun autre avantage du personnel n'existe au sein du Groupe au 30 juin 2019.

8.10 Autres passifs courants et non courants

en K€	30-juin-19	31-déc-18	Variations
Produits fiscaux différés non courants	1 266	1 207	59
Produits fiscaux différés courants	633	603	30
Passifs d'impôts différés	-	-	
Fournisseurs et autres créditeurs	477	550	-73
Dettes sociales	569	488	81
Dettes fiscales	1 238	1 237	1
Produits constatés d'avance	3 930	2 996	934
Total autres passifs	8 113	7 081	1 032

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Les produits fiscaux différés correspondent aux Crédits d'Impôt Recherche considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement activés. La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2009 est un amortissement linéaire sur 1, 3 ou 5 ans des différents logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des Crédits d'Impôt Recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2018, le solde de 1.810 K€ se détaillait comme suit :

- au titre de l'exercice 2016 :	436 K€
- au titre de l'exercice 2017 :	635 K€
- au titre de l'exercice 2018 :	739 K€

Suite aux amortissements constatés au premier semestre 2019, une reprise de CIR à hauteur de 325 K€ a été enregistrée (confer note 7.5 "Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles"). Cette reprise vient diminuer d'autant le solde au titre de 2016, qui ressort donc à 111 K€.

Le montant global et cumulé des Crédits d'Impôt Recherche différés au 30 juin 2019 est de 1.899 K€ et correspond donc aux crédits d'impôt recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2016 :	111 K€
- au titre de l'exercice 2017 :	635 K€
- au titre de l'exercice 2018 :	739 K€
- au titre du premier semestre 2019 :	414 K€

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, sont nuls au 30 juin 2019, comme au 31 décembre 2018.

Les fournisseurs et autres créditeurs diminuent de façon non significative au 30 juin 2019 par rapport à l'exercice précédent, suite au cours normale de l'activité, et sans appeler de commentaire particulier.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2019, et ont été réglées en juillet 2019. Leur évolution est cohérente avec celle des effectifs du Groupe sur la période concernée.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA. Leur augmentation (TVA collectée) s'explique essentiellement par celle des revenus et des encaissements de période. Par ailleurs, la composition, à la clôture semestrielle 2019, des créances clients (notamment des actifs sur contrats de revenus), explique également le solde important constaté au 30 juin 2019.

Les produits constatés d'avance (passifs sur contrats de revenus) proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes, ainsi qu'entre les commandes et les facturations de certaines maintenances annuelles impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. L'évolution constatée au 30 juin 2019 provient (i) de factures établies en fin de période envers un nouveau client et (ii) de maintenances 2019 significatives facturées en totalité en début de période.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2019 et 31 décembre 2018 est la suivante :

Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2018

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	1 322	1 322		1 322	
Fournisseurs et autres créiteurs	550	550		550	
Dettes fiscales et sociales	1 725	1 725		1 725	
Produits différés CT/MT	4 806	4 806		4 806	
Total	8 403	8 403	-	8 403	-

Décomposition du risque de liquidité au 30 juin 2019

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	1 146	1 146		1 146	
<i>Dettes locatives</i>	732	732		732	
Fournisseurs et autres créiteurs	477	477		477	
Dettes fiscales et sociales	1 807	1 807		1 807	
Produits différés CT/MT	5 829	5 829		5 829	
Total	9 991	9 991	-	9 991	-

A noter que seules les dettes d'exploitation (fournisseurs et autres créiteurs), les dettes locatives, les dettes fiscales et les dettes sociales donnent lieu à des décaissements de trésorerie réels et certains. Les produits différés CT/MT (part du Crédit d'Impôt Recherche différée en résultat, en parallèle de l'amortissement constaté sur les frais de développement) ne peuvent raisonnablement donner lieu à de quelconques décaissements.

Concernant les dettes financières (emprunt obligataire souscrit par le GIAC), le remboursement de 90 K€ par trimestre a débuté au quatrième trimestre 2017 et se terminera au troisième trimestre 2022 inclus (confer note 8.8 – Passifs financiers courants et non courants).

Au 30 juin 2019, le Groupe dispose d'une situation de trésorerie lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutées à destination des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier. Même si le Groupe se repositionne depuis quelques mois dans le secteur des applications et plateformes professionnelles, à destination des entreprises et des administrations (**Team On The Run** et **Team On Mission**), les règles et la nature des revenus sont identiques à l'activité historique. Même si l'activité liée à ces nouvelles solutions progresse de façon importante, cela n'implique pas une présentation spécifique car les principaux actifs / passifs utilisés sont identiques à ceux antérieurement présentés. D'autres solutions applicatives et d'autres modes de commercialisation (Software as a Service) pourraient cependant apparaître dans l'activité du Groupe, éléments qui justifieraient à terme et alors une présentation sectorielle détaillée.

En conséquence, en 2019, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives au premier semestre 2019 et aux périodes 2018 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-19	30-juin-18	31-déc-18	Variations
CA France	3 076	1 019	2 993	2 057
CA Export	2 060	1 638	3 771	422
dont Europe	819	870	1 673	-51
dont Amériques	818	670	1 616	148
dont Afrique	57	28	96	29
dont Moyen Orient	309	21	91	288
dont Russie	-	-	-	-
dont Asie - Pacifique	57	49	295	8
TOTAL CA	5 136	2 657	6 764	2 479

La répartition géographique des revenus est de 60/40 (France / Export) au titre du premier semestre 2019. Le poids relatif des revenus "France" progresse en 2019, suite notamment aux revenus générés par le projet PCSTORM. Ce ratio devrait encore augmenter en 2019 car les opportunités liées à la solution **Team On Mission**, à la suite du gain du marché du Ministère de l'Intérieur français sont nombreuses. Les succès commerciaux à venir devraient se concrétiser d'abord au niveau du marché national du Groupe.

Le chiffre d'affaires "France" progresse de 2.057 K€ suite aux premiers revenus liés au déploiement du projet PCSTORM et au partenariat technologique signé fin 2018.

Le chiffre d'affaires "Export" augmente également sur la période (+422 K€) :

- (i) Quasi stabilité des revenus "Europe" (-51 K€) ;
- (ii) Augmentation des revenus "Amériques" (+148 K€), suite à l'extension d'une plateforme d'un client historique du Groupe.
- (iii) Augmentation des revenus "Moyen Orient" (+288 K€), suite au déploiement d'un projet avec un opérateur de télécommunication, déjà client du Groupe.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

9.2 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2019, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable Euribor 3 mois + 3,05% (confer note 8.8 "Passifs financiers courants et non courants"), entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit du GIAC en garantie de ces emprunts, jusqu'au 31 juillet 2022. L'emprunt est également assorti de clauses et ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 30 juin 2019, ces ratios sont tous respectés. Le nantissement mis en place au second trimestre 2018 a été levé au second trimestre 2019, sur la base des comptes consolidés 2018 du Groupe.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Beglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 30 juin 2019 (détention cumulée de 66,02% du capital social et de 76,62% des droits de vote).

Enfin, une caution bancaire a été émise en faveur d'un client étranger du Groupe (zone Afrique), dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Cette garantie est limitée dans son montant et sa durée de validité. Au 30 juin 2019, le montant global d'engagement est de 21,8 K€ contre 22,6 K€ fin 2018.

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets. En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, (management fees et sous locations immobilières à la société StreamWIDE France), et des royalties aux filiales à visée commerciale (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants, uniquement mandataires sociaux, est indiquée dans la note ci-dessous.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux membres du conseil d'administration, pour leurs fonctions de mandataires sociaux, s'élève à 165.209 € bruts au titre du premier semestre 2019. Cette rémunération a été versée à hauteur de 108.556 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 56.653 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre du premier semestre 2018, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 169.727 € (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 108.556 €, et de la société américaine pour 61.171 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2019.